

Pour une sociologie des bandes

Michel KOKOREFF

Les bandes de jeunes font beaucoup parler d'elles mais sont peu étudiées. L'enquête ethnographique menée par le sociologue Marwan Mohammed restitue la logique de formation de ces groupes à partir de la famille, de l'école et de la rue. Mais au risque de majorer leur emprise normative et de minorer les logiques qui les traversent.

Recensé : Marwan MOHAMMED, *La formation des bandes. Entre la famille, l'école et la rue*, Paris, PUF, collection « Le lien social », 2011, 453 p, 29 €.

Face à l'indétermination qui entoure la définition des bandes de jeunes en France, le livre du sociologue Marwan Mohammed offre une contribution importante. Tiré de sa thèse soutenue en 2007 largement remaniée depuis son entrée au CNRS, en 2007, il analyse les mécanismes sociaux qui participent à leur reproduction dans le contexte des cités de la région parisienne. Dans la perspective classique de Thrasher, il s'agit de mettre à jour les « logiques de compensation » entre ces trois instances de socialisation juvénile que sont l'école, la famille et la rue. L'auteur s'appuie principalement sur une enquête de type monographique réalisée entre 2001 et 2007 dans une cité de Villiers-sur-Marne, où l'auteur a grandi, travaillé et milité. Sans avoir la prétention d'en restituer la richesse analytique et ethnographique, je voudrais revenir sur les caractéristiques socio-territoriales dans lequel s'inscrivent les bandes étudiées, les apports réels de connaissance que constituent les chapitres sur l'école et la famille, avant de discuter davantage les analyses centrées sur les logiques des bandes.

Ecologie des bandes

Un premier point important concerne l'articulation entre les évolutions structurelles et les pulsations locales de la ville étudiée. La stratification sociale de la cité des Hautes Noues est initialement peuplée par des ménages ouvriers qualifiés travaillant dans les usines textiles du sud de Paris, parmi lesquels une représentation importante de réfugiés du Sud-Est asiatique, et la plus grande communauté portugaise implanté dans un bidonville limitrophe. En 1982, soit dix ans après la livrée des premiers logements, 85 % des salariés sont ouvriers, dont 60 % ouvriers qualifiés. Si le chômage (6,7 %) est inférieur à la moyenne départementale (7,2 %), la population des moins de 20 ans connaît alors un taux élevé (34,7 %). Au cours des années 1980 et 1990, la situation sociale et économique du quartier se dégrade fortement. Ce basculement sociologique se traduit par un triple processus de tertiarisation, précarisation et féminisation des emplois. Pourtant, cette « désouvriérisation » ne bouscule pas l'organisation culturelle de la cité, car « Villiers sur-Marne n'a jamais été une « banlieue rouge » (p. 36). Mais les conséquences sont identiques : à l'unité d'expérience que conférait l'identité ouvrière se sont substituées de multiples lignes de clivage et d'identification segmentées par l'âge, le sexe ou les appartenances communautaires.

C'est dans ce contexte que sont survenues des ruptures dans le fonctionnement de la rue et de son « pôle déviant ». Un tournant majeur survient en 1996, suite aux transformations de la morphologie de la cité et à une offensive judiciaire contre le réseau de trafic. Il conduit à la constitution d'un fort clivage ethnique dans la cité, à l'incarcération des principaux acteurs de trafic et à l'entrée d'une nouvelle génération, ayant entre 14 et 16 ans. Ces derniers se livrent à des agressions, des vols violents et des affrontements avec les bandes de la ville limitrophe (Champigny-sur-Marne). Les effets combinés de ces évolutions provoquent une « dynamique d'émulation négative à plusieurs niveaux » (p. 40). Ce sont ces adolescents qui deviendront les cadres de la « délinquance rémunératrice qui domine la rue depuis maintenant un peu plus d'une décennie » (p. 41). C'est aussi l'expérience pénale qui se banalisera parmi ces groupes.

Ségrégations et déviances scolaires

Un deuxième aspect intéressant est l'analyse des effets de l'environnement social et résidentiel sur les expériences scolaires des adolescents. Certes, les scolarités sont marquées par la faiblesse globale des performances, des orientations en collège vers des filières

disqualifiées ou des arrêts précoces pour cause d'exclusion ou d'abandon. Néanmoins, l'examen des données statistiques localisées indique un renforcement de la « polarisation des statuts scolaires » (p. 47). Trois groupes se distinguent : les non-diplômés, les bacheliers et les étudiants, et entre les deux, les titulaires de diplômes techniques et professionnels (CAP, BEP). Tous les adolescents de la cité des Hautes Noues en échec scolaire ne forment pas le public des bandes. Comme le montre la comparaison de deux groupes composés d'une quinzaine de personnes ayant le même âge, le même niveau de vie des familles, ceux-ci se différencient par leur niveau scolaire, leur système d'attitudes et leur ambition sociale. Ces constats sont affinés en prenant en compte la dynamique des temps des « démobilisations scolaires » et des « engagements transgressifs ». Deux moments clés sont ainsi identifiés : entre le CP et le CE2 et à l'entrée en 6^e et au cours de la 5^e.

Ces « calendriers de la démobilisation » prennent toute leur signification sociale dès lors qu'ils sont rapportés à l'expérience des enquêtés durant les années de collège. L'immersion de l'auteur dans la cité et au sein du collège local, les entretiens réalisés avec des parents et les élèves offrent un matériau de première main de grande qualité. Il montre que cette période de la vie correspond à une phase d'observation et d'expérimentation de normes, de codes et de valeurs de la cité. Le collège participe au rassemblement de ces styles de vie et rapproche les élèves en difficulté, et par là, la constitution de déviances scolaires (absentéisme, absence de travail, oppositions frontales, etc.). Dans ce contexte, les écarts entre l'établissement et des parents particulièrement démunis face à la culture écrite, l'expression d'un certain fatalisme lié au voisinage et aux mauvaises fréquentations limitent les contre-feux. « Les relations changent de nature et l'ossification d'un fort sentiment d'injustice chez les adolescents répond au durcissement de l'institution. » (p. 74) De leur côté, l'impuissance des parents face aux démobilisations scolaires contraste fortement avec les discours de l'institution sur la « démission parentale », alors que leurs attentes à l'égard de l'école sont fortes.

Ruptures familiales et mobilisations parentales

Si, par conséquent, l'école participe activement à la « fabrique » de la délinquance (p. 52), qu'en est-il de la famille ? M. Mohammed offre des analyses particulièrement stimulantes soulignant la pluralité des histoires, des temporalités et des configurations familiales. Il aborde le rôle structurant de l'ambiance domestique, l'impact des indisciplines

scolaires sur le climat familial et la manière dont elles mettent en question les mythes parentaux de réussite des enfants descendants de l'immigration en particulier ; mais aussi comment l'émergence de la petite délinquance dédramatise l'échec scolaire et suscite des réactions différentes du père et de la mère. Puis il interroge les effets spécifiques des ruptures familiales sur l'engagement dans les bandes à travers les dissociations familiales (divorce ou séparation, éloignement, décès), leur impact statistique et relationnel, et la perte d'emploi. Contrairement aux idées reçues, il ressort que l'équivalence entre délinquance juvénile et famille monoparentale ne va pas de soi. Ainsi, sur la base des 90 entretiens réalisés avec les membre de bandes, il ressort que 79 % des foyers avec deux parents comprennent des engagements en bande contre 21 % pour les foyers monoparentaux.

Les injonctions paradoxales enserrent fortement les relations entre parents et adolescents. Elles amènent les premiers à réprouber des attitudes et des comportements qu'ils valorisent par ailleurs, telle la violence. C'est aussi la continuité entre la rudesse familiale et la rugosité des bandes qui ressort pour un peu plus de la moitié des enquêtés. Les rapports avec les institutions constituent un autre aspect de ces signaux contradictoires. La solidarité de façade des parents à l'égard de l'école, de la police ou de la justice, peut masquer des postures domestiques moins tranchées. Les complicités parentales délégitiment le travail des régulation des institutions sans leur donner de ressources supplémentaires. De même, la précarité économique va de pair avec des petits délits (fraude dans les transports, entorses administratives, substitutions d'identité, vols dans le cadre professionnel, etc.). Les multiples situations analysées rendent manifestes l'indulgence familiale comme dimension de la dignité du groupe et une conscience sociale populaire prononcée qui relativise ses délits au nom de l'injustice sociale.

Les postures d'adaptation complètent ce tableau des contradictions éducatives visibles. Ainsi, le refus de laisser circuler dans l'espace domestique des objets volés ou de profiter de « l'argent sale » est facilement contourné par les enquêtés utilisant diverses techniques de dissimulation. Seule une minorité de parents « ferme les yeux ». Les pratiques de prêt et d'échange d'objets légaux et volés dans la cité rendent difficile d'en connaître l'origine exacte. Et il existe certes des situations de criminalité familiale. Mais outre le fait qu'elles relèvent moins de l'univers des bandes que du monde du business et du crime organisé, elles semblent rarissimes à l'auteur. Si parler de « délinquance parentale » est donc un abus de

langage, par contre, M. Mohammed souligne l'importance du lien de germanité dans le flottement des normes et l'engagement dans le monde des bandes.

D'ordinaire peu abordée par la littérature sociologique hexagonale sur les cités et quartiers populaires¹, l'exploration des coulisses familiales est prolongée par une réflexion sur le thème classique de l'autorité et de ses fondements relationnels au sein des classes populaires. M. Mohammed analyse les multiples facettes des conditions matérielles d'existence des familles. Il met en évidence l'inconfort domestique dans différents domaines susceptibles de favoriser l'emprise de la rue : la présence de tiers et leur hébergement (p. 167-169), la frontière existant entre les domaines masculins et féminins du foyer du point de vue des espaces de travail scolaire genrés, le rôle de l'ambiance sonore, le volume des charges domestiques, la fatigue qui en résulte, mais aussi les emplois précaires et pénibles, lointains et aux horaires atypiques contribuent à « l'indisponibilité parentale » (p. 172). Il montre comment l'officialisation de la délinquance, différée par la connivence générationnelle et les tactiques de dissimulation et révélée par « l'entrée en lice des instances pénales » (p. 192) déstabilisent les routines familiales et éducatives pour provoquer un « affaiblissement du contrôle parental » (p. 183). Celui-ci est dès lors moins une cause qu'une conséquence.

Comment contrôler la situation ? Les stratégies éducatives évoluent de l'anticipation à la minimisation, de la dissuasion à l'intimidation. Mais elles peinent à faire face aux logiques négatives dans ces territoires où l'offre de déviance est forte, et qui accentuent la « déprise éducative des parents » (p. 194). Comprendre les difficultés éducatives des parents implique donc de saisir les processus de ce que M. Mohammed appelle la « délégitimation éducative », c'est-à-dire la manière dont se défait leur autorité en acte. Il distingue deux formes typiques : la « délégitimation commisérative » et la « délégitimation morale » (p. 200-201). Dans un cas, les jeunes des bandes se détournent des parents sans les condamner ; dans l'autre, ils manifestent une antipathie visant plus les pères que les mères. Mais, là encore, l'auteur met au jour la variété des formes de réaction parentale dont « l'échec tient autant à la faiblesse des ressources mobilisables qu'à l'incapacité des différences instances sollicitées à construire une réponse multidimensionnelle. Or c'est justement la force des bandes. » (p. 229).

¹ Voir, à titre de contre-exemple, l'ouvrage classique récemment traduit en français de Elliot Liebow, *Tally's Corner. Les Noirs du coin de la rue* (1966), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

Normes sociales et codes informels

Au fond, les processus de socialisation des adolescents sont loin de se réduire aux seules institutions scolaires et familiales. Ce qui revient à mettre à jour la pluralité des régimes normatifs, les tensions entre normes scolaires, normes familiales et normes de la rue, la manière dont les déviances ou inconduites scolaires fonctionnent comme un « filtre normatif » (p. 69) précédant l'entrée dans les bandes et les histoires des quartiers comme des « bornes normatives » (p. 67), ou encore le conflit entre « normes verticales » et « normes horizontales » (p. 163) et l'« éclatement normatif » (p. 241) qui en résulte. Pourtant, le point de vue n'est pas toujours le même : tantôt les normes sont relativisées, voire délégitimées ; tantôt elles apparaissent opérantes à travers les codes de la rue. D'un côté, M. Mohammed écrit que « la rue actualise et radicalise mais ne crée pas ses normes » (p. 251) ; de l'autre, elles sont produites au sein de cet environnement social et résidentiel et reproduites de façon efficiente à travers la succession des générations. La violence et l'intimidation ne sont pas les seuls modes de régulation, car « les bandes durables sont celles dont la régulation interne sur une double exigence de réciprocité et de respect » (p. 286). La norme sociale serait-elle des deux côtés, comme clivée ? Ne faudrait-il pas distinguer plus fortement ce qui est de l'ordre de la norme (institutionnalisée, stabilisée, intériorisée) et ce qui est de l'ordre de l'informel ? Autrement dit, les difficultés des institutions à incarner la norme masqueraient-elles des mécanismes de régulation informelle qui expliquent non seulement que certains quartiers soient « bien tenus » mais qu'il y règne une certaine paix sociale ?

Ces questions ne sont pas seulement théoriques mais éminemment pratiques : au delà même des conduites déviantes, il s'agit de savoir sur quelles bornes normatives les expérimentations et actions sociales peuvent (ou pas) s'appuyer, sur quels supports de régulation informelle les politiques publiques pourraient s'ancrer davantage dans ces territoires urbains, plutôt que de chercher à réactiver « par le haut » un idéal normatif qui précisément ne fait plus sens.

Bandes et quartiers

Ce point conduit à interroger la porosité des frontières entre l'univers des bandes et le monde social du quartier. L'auteur propose la notion de « pôles normatifs » afin, d'une part, d'identifier les différentes strates dans lesquelles s'inscrivent les individus et les groupes

qu'ils composent, et d'autre part, de caractériser en particulier le « pôle déviant » et des bandes qui structure la rue. Ces groupes issus du pôle déviant se déclinent au masculin pluriel. La présence des filles dans les bandes est rare. Mais précisément, bien des aspects développés ne sont pas propres aux bandes. Si l'auteur souligne le rôle central des embrouilles et leurs dimensions spatiales dans leur fonctionnement, il aborde aussi les « embrouilles des parents ». Ce type de lien social original, basé sur le rapport de force et la dette, caractérise à bien des égards les relations sociales dans les quartiers populaires en proie à la multiplication des clivages sociaux, générationnels, sexués et ethniques. De même, l'univers des bandes s'arrête-t-il là où commence le monde du business ? Constitue-t-il une sorte de vivier au sein duquel les acteurs des trafics viennent chercher de nouvelles recrues ? Ou bien les bandes sont-elles pleinement impliquées avec leur montée en âge dans les consommations et trafics de drogues dont l'apparition et la diffusion ont constitué un phénomène ayant participé aux mutations de l'univers des bandes en France ? N'est-ce pas une des différences avec les bandes de filles qui, pour être moins visibles, n'en sont pas moins réelles ?

Ce qui est sûr, c'est que la rue n'est pas le territoire exclusif des bandes et que celles-ci n'ont pas le monopole du sentiment d'injustice, comme le montrent les scènes de violence policière qui feront l'objet d'un procès ne pouvant que l'amplifier un peu plus (p. 376-379). À côté des groupes de pairs adolescents à forte assise territoriale et des « équipes » plus âgées dont les activités sont plus orientées vers la délinquance organisée et le rayonnement spatial plus large, il y a ces regroupements éphémères cristallisés par les violences juvéniles du quartier ou de la commune limitrophe. Mais il y a aussi d'autres formes de liens sociaux. J'ai par exemple souvent constaté l'importance des *duos* masculins. Souvent éphémères et successifs, ils associent deux amis qui « traînent ensemble », ce qui implique tout un ensemble d'activités articulant temps de loisirs et conduites illicites partagées, dans le quartier ou en dehors. N'ayant quasiment pas de secret l'un pour l'autre, ils se tiennent ainsi à distance des embrouilles, des rixes et des balances, et sont souvent plus mobiles. Ces duos ont ainsi une fonction de réassurance face à la fragilité des liens sociaux et à la rugosité des relations sociales.

Racialisation et ethnicisation

Enfin, face à l'émergence de la thématique des « bandes ethniques », M. Mohammed fait l'hypothèse d'une « intensification des usages de l'ethnicité » (p. 290), « pluriels, éclatés,

désordonnés, fluides, parfois imbriqués » (305). Cela l'amène à repérer douze usages des appartenances ethno-raciales distingués autour de deux classes : les « usages reliant » et les « usages déliant ». Il en ressort qu'« aucune des bandes n'est organisée autour d'un principe de fermeture raciale ». Les bases de recrutement des bandes de la cité des Hautes Noues visent essentiellement des adolescents « en échec scolaire, peu diplômés et issus de grandes fratries ». (p. 323) Mais est-ce bien nouveau ?

Il n'en demeure pas moins que le poids du racisme et des discriminations ethniques dans ce contexte urbain ne peut être sous-estimé. Cette expérience forte traduit les contradictions, pour ne pas dire les limites, du modèle républicain dont les principes sont souvent bafoués en pratique au quotidien. Dire cela n'est pas entériner une lecture raciale des rapports sociaux, ni évacuer la question sociale. Au plan analytique, c'est distinguer les processus de *racialisation* (par le haut) et d'*ethnisation* (par le bas) et appréhender comment se conjuguent identification prescrite et identification souscrite. Alors que les clivages de classe semblent avoir perdu leur efficacité, on comprend que ces processus soient plus prégnants et visibles. Néanmoins, de nombreux travaux mettent en lumière l'effectivité des discriminations ethniques dans différents domaines de la vie sociale, les liens entre inconduites juvéniles, échec scolaire et origine culturelle². Les logiques communautaires semblent gagner du terrain dans les espaces urbains les plus ségrégués, en particulier en lien avec l'islam qui peut constituer à la fois un rempart contre la délinquance et un moyen d'en sortir.

Il convient de l'admettre, sur ce point comme sur les autres, il y a débat. Il faut donc redire, pour finir, l'importance d'un livre qui permet de traiter un thème trop souvent enclin aux approximations pour des raisons idéologiques et politiques. Il illustre aussi une façon de faire de la sociologie, attentive à la diversité des territoires, des situations et des expériences, et soucieuse de donner la parole à ceux qui ne l'ont guère, en croisant données quantitatives et matériaux ethnographiques de façon remarquable.

Publié dans laviedesidees.fr, le 2 janvier 2012

© laviedesidees.fr

² Mentionnons le débat récent entre Didier Fassin et Hugues Lagrange sur la notion de culture dans la dernière livraison de la *Revue française de sociologie*, octobre-décembre 2011, 52/4, 777-796.